

L'impact de la crise économique sur la pauvreté et la cohésion sociale

Bernard SEILLIER

Président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE)

Du point de vue qualitatif et quantitatif, il s'avère impossible de mesurer dès maintenant l'impact de la crise économique sur la pauvreté et la cohésion sociale. Il existe néanmoins une réalité physique et objective de cet impact, ainsi qu'une peur du déclassement et un accroissement du stress au travail. Au niveau philosophique et institutionnel on peut s'interroger sur ce que devient notre postulat sur la cohésion et la cohérence sociales ? Les cohérences peuvent être octroyées par le pouvoir ; elles peuvent être mécaniques. Un article de Fukuyama paru dans le Monde en 1999 évoque une société devenue inhumaine. Dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion nous sommes traditionnellement attachés à une vision de cohésion construite par les acteurs eux-mêmes, capables d'initiatives collectives. Ces initiatives collectives sont-elles capables de surmonter la crise ? Un impact certain est celui de l'incertitude collective générale aujourd'hui. Cette situation est vraisemblablement durable. Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, attire l'attention sur le déséquilibre structurel entre l'offre et la demande au niveau mondial, aussi bien en matière de production que de la main-d'œuvre et de capitaux. Tant que la nouvelle organisation mondiale n'aura pas trouvé son équilibre entre l'offre et la demande, nous serons en situation d'incertitude. L'absence de connaissances en matière de pauvreté des immigrés est significative car elle montre le déséquilibre durable : tant que nous n'aurons pas mis au point une coordination et une harmonisation entre les économies, les niveaux de société et les protections du droit entre les différents pays, l'incertitude demeurera.

De même les régimes de protection sociale, pourtant les plus solidement assis, deviennent aujourd'hui incertains. La période antérieure était marquée par un volontarisme et une certaine confiance dans l'intelligence humaine pour organiser le progrès économique et social. Avec la crise, l'idéologie du progrès recule et cède le pas à la politique au jour le jour, comme le montrent les mesures conjoncturelles prises par les gouvernements. Le RSA s'est toutefois affranchi de cette logique conjoncturelle. La situation actuelle nous oblige à réfléchir, à optimiser et à mixer les différentes actions possibles. Je ne crois pas à une planification intégrale dirigiste et bureaucratique, d'autant qu'il s'avère nécessaire d'instaurer une coordination internationale. Je ne crois pas plus à des perspectives libérales et individualistes qui impliquent la vision réductrice de l'individu purement consommateur. Les livres de Jean-Claude Michéa « *L'empire du moindre mal* » et de Zygmunt Bauman « *L'éthique a-t-elle une chance dans un monde de consommateurs ?* » critiquent cette vision. Il s'avère nécessaire d'articuler les niveaux de gouvernance, de l'échelon local à l'échelon mondial. Je voudrais saluer la création en France du Haut Commissariat, préconisé en 1995 par Geneviève de Gaulle-Anthonioz.

Il semble nécessaire de soutenir les initiatives des collectivités locales et des associations. Le domaine de l'économie sociale et solidaire peut être cité en exemple ainsi que les bonnes pratiques des initiatives individuelles ou collectives. Toutes les initiatives constituant des alternatives doivent être bien accueillies et soutenues dans l'actuelle situation de crise. Nous ne perdrons pas de temps à interroger nos consciences sur ce qu'est, pour nous, un être humain et une société humaine. Pascal

Journée d'études

disait l'homme dépasse infiniment l'homme ; je dirais en écho que sa dimension sacrée passe infiniment celle du consommateur.